

Echanges Nord/Sud et implications pour le développement agricole et alimentaire

Driouchi A.

Etat de l'agriculture en Méditerranée : les politiques agricoles et alimentaires

Montpellier : CIHEAM

Cahiers Options Méditerranéennes; n. 1(4)

1993

pages 29-34

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=93400030>

To cite this article / Pour citer cet article

Driouchi A. **Echanges Nord/Sud et implications pour le développement agricole et alimentaire.** *Etat de l'agriculture en Méditerranée : les politiques agricoles et alimentaires*. Montpellier : CIHEAM, 1993. p. 29-34 (Cahiers Options Méditerranéennes; n. 1(4))



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Echanges Nord/Sud et implications pour le développement agricole et alimentaire

Ahmed Driouchi

Ecole Nationale d'Agriculture, Meknès (Maroc)

L'étude des implications des échanges agricoles et alimentaires entre les pays développés (pays du Nord) et les pays en développement (pays du Sud) exige d'abord que les principales caractéristiques passées et présentes de l'offre, de la demande, ainsi que des marchés mondiaux, soient circonscrites. En effet, ces caractéristiques ont pu être élucidées par plusieurs auteurs qui ont déterminé les fondements de tels échanges et des implications possibles sur les politiques agricoles et alimentaires dans les pays en développement. C'est ainsi donc que la première partie de ce travail est destinée à présenter les traits saillants des conditions de l'offre, de la demande et des marchés mondiaux des produits agricoles et alimentaires. Le second volet de l'étude est consacré aux implications de tels échanges sur les politiques agricoles et alimentaires (PAA) dans les pays du Sud ainsi qu'aux stratégies de développement susceptibles d'être poursuivies.

I. – Présentation comparative de l'offre, de la demande et des marchés des produits agricoles et alimentaires

1. L'offre de produits agricoles et alimentaires

L'agriculture en tant que secteur offrant les matières premières aux industries de transformation agro-alimentaires et aux consommateurs directs de produits agricoles est pratiquée par une faible fraction de la population des pays du Nord, alors qu'une large proportion de la population totale des pays du Sud pratique et vit en milieu rural. Cette situation est due au différentiel de développement entre ces

deux grands types de pays. Elle se traduit davantage par un plus grand recours aux nouvelles technologies et procédures pour les pays du Nord. Dans les économies du Sud, la demande en techniques nouvelles est plus lente et est loin d'être généralisée. Le développement des autres secteurs économiques est aussi un important élément de création de nouvelles opportunités. De tels secteurs sont alors plus étendus et plus dynamiques dans les pays du Nord et offrent incessamment de nouvelles opportunités aux agents économiques, ruraux compris. De tels choix n'existent pas avec la même intensité dans les pays du Sud, sachant par ailleurs que la population s'accroît dans de tels pays à un rythme supérieur à celui des économies du Nord. La limitation des opportunités économiques dans les pays en développement, tout en expliquant le niveau élevé de congestion du milieu rural, est certainement liée au niveau de recours aux techniques modernes qui demeure relativement assez faible. Cette situation a, entre autres, conduit l'agriculture des pays développés à connaître une grande concentration du capital avec le développement des firmes agricoles et agro-industrielles. La situation est toute autre dans les pays en développement car, compte tenu à la fois de la pression démographique dans les campagnes et de la lenteur des progrès techniques et biologique, les principaux facteurs de production se limitent souvent à la terre, aux animaux et à certains outils en plus du travail physique humain. Dans les pays du Sud, la terre demeure ainsi le capital le plus important. Ceci explique, entre autres, la prépondérance des petites étendues de terres et de capital. Par ailleurs, toute concentration de la terre ne peut qu'aider à souligner la multiplication de la micro-exploitation avec des catégories de ruraux sans terre.

Une telle situation montre que l'agriculture des pays du Sud est loin encore de bénéficier des économies d'échelle et de l'apport des nouvelles techniques

agricoles et managériales. Ceci ne veut pas dire que des firmes agricoles et agro-alimentaires ne se soient pas développées dans les pays en développement.

Les efforts de libéralisation et de privatisation entrepris dans les pays du Sud en relation avec les politiques d'ajustements structurels (1980-1985) peuvent toutefois induire de nouveaux mécanismes de gestion ainsi qu'une plus grande extension des firmes agricoles.

2. Le soutien public de l'offre agricole et alimentaire

Cependant, malgré le grand différentiel technologique et biologique entre pays du Nord et pays du Sud, l'agriculture apparaît être plus soutenue et supportée par les pouvoirs publics avec des mécanismes plus poussés de protection d'une telle activité au Nord. Au Sud, c'est beaucoup plus le secteur industriel naissant qui est davantage soutenu en raison des politiques de substitution aux importations. Le secteur agricole dans les pays du Sud se trouve ainsi implicitement taxé en raison essentiellement des actions publiques de réalisation de l'autosuffisance mais aussi à cause de la protection de l'industrie.

La pression de la main-d'œuvre localisée dans le milieu rural serait aussi une raison faisant que l'agriculture est implicitement taxée. En plus, les mécanismes publics d'intervention ont fait que les prix intérieurs aussi bien pour les inputs et produits agricoles que pour les prix à la consommation, ont été fixés. Par ailleurs, la dépense publique pour le secteur agricole devait permettre à ce dernier d'assurer une plus grande performance en matière de production. L'infrastructure d'irrigation, de transport, de recherche et de diffusion des innovations devaient permettre d'atteindre les objectifs de l'autosuffisance alimentaire. Les pays du Nord, en plus des mécanismes de protection de leurs marchés et subventions des exportateurs, ont pu mener activement une politique agricole de gestion de l'offre. Une telle politique a été caractérisée essentiellement par la protection des marchés domestiques, le soutien de l'offre intérieure et la subvention des exportations.

3. La demande des produits agricoles et alimentaires

Pendant que la demande alimentaire des pays du Nord est largement réalisée par les produits agricoles transformés à travers une agro-industrie, les pays du Sud continuent à manifester une forte

demande directement sur les produits frais agricoles, en plus de ceux exigeant une transformation. Les agro-industries largement développées sont les minoteries, les sucreries et les huileries qui rentrent d'ailleurs dans les mécanismes de réalisation de l'autosuffisance alimentaire.

Par ailleurs, la demande pour les produits alimentaires dans les pays du Nord se trouve de plus en plus tributaire de la qualité contrairement à celle des pays du Sud qui est largement dépendante de la disponibilité des aliments. En plus, cette demande est affectée par la poussée démographique qui, relativement, accroît le niveau de consommation annuelle des populations. Le fort taux d'urbanisation est aussi un élément amplificateur de cette demande.

En plus, si la part budgétaire des dépenses alimentaires dans les pays du Nord est faible et constante, elle est plus importante dans la plupart des pays du Sud.

Malgré ces faits, les pays du Nord, s'ils doivent subventionner la consommation, recourent aux techniques de ciblage des produits et des catégories de revenus. Les pays du Sud recourent à des subventions systématiques de la plupart des produits agricoles et notamment ceux de substitution aux importations.

4. Le marché international des produits agricoles et alimentaires

Le marché international des produits et des inputs agricoles est largement imparfait en raison du faible nombre des pays offreurs de ces produits, comparativement au nombre de pays demandeurs. Les prix sont ainsi fixés par les larges exportateurs. Même les petits pays exportateurs doivent subir les prix fixés. Par ailleurs, les politiques protectionnistes des grands pays exportateurs, tout en pratiquant des prix bas par rapport à leurs propres marchés, déterminent en grande partie les niveaux des échanges et de disponibilité des produits sur les marchés. Les firmes multinationales jouent un important rôle dans l'induction de nouveaux types de demandes alimentaires en opérant directement sur les différents marchés du Nord et du Sud. De telles opérations apparaissent souvent être plus conformes aux exigences de développement des différentes catégories d'économies.

L'augmentation du coût d'opportunité du temps, suite à l'intensité d'occupation au sein des ménages et aussi aux changements dans les habitudes de vie dans les milieux urbains, font que de nouvelles exigences sont apparues. Ces évolutions sont ainsi

capturées par les nouveaux mécanismes d'offre induits par les firmes multinationales. A partir de là, il apparaît clairement que le marché international des produits agricoles inclut aussi les produits agricoles usinés et transformés.

L'ouverture des économies du Sud constitue ainsi un accroissement de la demande pour cette dernière catégorie de produits. Par ailleurs, et compte tenu du faible nombre d'offreurs de produits agricoles, ce commerce continuerait à être sous les effets des accords bilatéraux et des facilités de paiement accordées aux acquéreurs. De telles pratiques ont pu ainsi se développer à partir des années 1970 et se sont poursuivies jusqu'à maintenant, malgré la persistance des tarifs douaniers, des mesures non tarifaires et des politiques d'intervention sur les marchés domestiques.

II. – Perspectives des PAA au Sud

Telles que présentées plus haut, l'offre, la demande, ainsi que les conditions de valorisation des inputs, des produits agricoles et alimentaires, font apparaître que les efforts de développement ayant été entrepris dans les pays du Sud ne se sont pas avérés être en mesure d'y assurer des efforts soutenus de production et de consommation. La recherche d'actions plus soutenues passe nécessairement par la reconnaissance des principaux facteurs passés et actuels ayant affecté la production, la consommation et les échanges. L'identification de tels facteurs permet enfin de créer des conditions plus opportunes de développement agricole et alimentaire.

1. Directions pour l'identification des principaux facteurs

Malgré l'existence de très grandes variations entre pays, les économies agricoles et alimentaires en développement peuvent être considérées comme étant capturées dans le piège de la dépendance quasi exclusive des ressources naturelles dans leurs processus de production. Une telle dépendance est motivée par le niveau de la pression démographique dans les campagnes et les faibles alternatives offertes par les villes. Elle est, en plus, accentuée par les politiques publiques agricoles et alimentaires, qui, par rapport à l'industrie, taxent l'agriculture. Compte tenu de ces facteurs, la demande pour les nouvelles technologies et pour le recours à de nouvelles connaissances se trouve elle-même piégée dans un processus de production dépendant des capitaux naturels exclusivement.

A. La pression sur les ressources ou capitaux naturels et la faiblesse de la demande pour les nouvelles procédures de production

L'offre de produits agricoles dans les pays du Sud est en grande partie basée sur les ressources naturelles disponibles dans ces pays. Les taux élevés de croissance naturelle de la population rurale avec des opportunités réduites offertes à l'extérieur du milieu rural font que les capitaux tels que la terre et l'eau subissent d'importantes pressions d'usage. Par ailleurs, et compte tenu des institutions foncières en vigueur dans chaque pays et région, les dites ressources sont incessamment amenées à être divisées entre les individus. Ceci réduit donc la taille des capitaux naturels impliqués dans la production agricole et amène le processus de production vers des échelles où la demande pour de nouvelles technologies ne peut s'exprimer avec envergure.

Par ailleurs, l'intensité de production par unité de capital naturel ne cesse de générer des coûts individuels et sociaux de plus en plus élevés. Il faudrait ainsi plus de capitaux naturels et plus de terres, ce qui génère une demande pour les terres marginales et donc une hausse des coûts de production. Dans ce processus, l'alimentation devient peu abondante relativement à la demande domestique rurale, et les surplus vendables sur les marchés intérieurs deviennent plus réduits. Un plus grand excédent d'offre de main-d'œuvre s'accumule bloqué entre un milieu rural congestionné et un milieu urbain avec peu d'alternatives.

Par ailleurs, les technologies couramment offertes par les services publics de recherche agricole sont souvent exogènes aux préoccupations des agriculteurs car les promoteurs des techniques n'entrevoient souvent que les gains de productivité par unité de capital naturel (terre, animal). La mise en place de mécanismes d'induction de la demande pour les nouvelles techniques exige une connaissance préalable des caractéristiques spécifiques aux différentes localités, produits et types d'agriculteurs. Bien qu'une telle prédisposition existe, elle est limitée par l'allocation des moyens plus pour les technologies que pour la connaissance du terrain, et la mise en œuvre de procédures d'induction de la demande pour les nouvelles procédures. En plus, la plupart des agriculteurs ne se soucient que des gains essentiellement dus aux extensions des superficies. Bien que les variétés sélectionnées aient connu une large diffusion, il n'en demeure pas moins que les résultats agrégés restent modestes avec des coûts de production élevés.

Aussi, les imperfections des marchés des inputs et surtout des mécanismes d'information sur les prix, la qualité et la disponibilité des facteurs font que des résultats mitigés sont obtenus. Il faut dire enfin que les technologies produites par les recherches agronomiques des pays du Sud ont pour but d'économiser le recours à la main-d'œuvre (innovations mécaniques) et d'accroître l'usage des produits chimiques (innovations biologiques).

La question préalable qui se pose est de chercher à savoir comment de tels types de technologies sont souhaitables pour les différentes catégories d'agricultures. Alors que les innovations mécaniques et biologiques seraient nécessaires pour les exploitations suffisamment étendues, ces mêmes innovations ne rencontreraient pas de succès chez les producteurs opérant sur de faibles étendues de terre. Par ailleurs, les incitations publiques feraient que ceux qui adoptent ces innovations ne seraient pas économiquement efficaces. En plus, les innovations agronomiques (mécaniques, culturales et biologiques) sont souvent homogènes et ne prennent pas en ligne de compte les spécificités locales des différents environnements.

Il est rare d'identifier des efforts de recherche issus d'une connaissance précise et spécifique du terrain, grâce à des investigations préalables en mesure d'aider à asseoir les domaines recherchables en vue de cibler l'objet bien circonscrit de toute innovation à entreprendre. De là découle une certaine forme de quasi-séparation des programmes de recherche agronomique des réalités vécues par les agriculteurs des pays du Sud.

Les revers administratifs des organisations de recherche sont aussi des éléments expliquant à la fois le niveau d'offre des innovations et leur appréciation par la majorité des agriculteurs. Cette faible demande pour de telles technologies, quand elles existent, perpétuent la pression sur les capitaux naturels et essentiellement sur la terre qui demeure le facteur de production le plus important. Par ailleurs, les recherches s'avèrent très partielles puisqu'elles ne s'intéressent qu'aux conditions de l'offre de produits agricoles. Il y a une quasi-absence de recherche centrée sur la demande. De même il y a peu de travaux axés sur l'offre et prenant en ligne de compte la consommation.

B. Effets des PAA

Les PAA des pays du Sud avaient plus été formulées en réponse aux conditions sévissant sur des marchés internationaux et dans le reste du monde. Elles ont consisté d'abord en la mise en place de

politiques liées à la poursuite d'actions économiques indépendantes qui ont été renforcées durant les années 1970, suite à la flambée des prix sur les marchés mondiaux et au développement de courants autarciques. La promotion de politiques de recherche de l'autosuffisance alimentaire était omniprésente dans les plans de développement de presque tous les pays du Sud. De telles politiques devaient se baser essentiellement sur les substitutions aux importations tout en développant les exportations traditionnelles de certains produits agricoles. Parallèlement à de telles politiques, ces pays ont directement protégé leurs industries naissantes de toute compétition avec l'extérieur. En plus, des mesures largement protectionnistes ont pu être développées en parallèle avec des taux de change fixés par l'administration et qui sont au-dessus du taux d'équilibre.

Ceci a largement affecté l'agriculture qui, relativement à l'industrie, s'est trouvée implicitement taxée, malgré les niveaux des investissements publics consentis. Ces derniers investissements ont surtout concerné le développement de l'irrigation, l'aménagement des terres et leur équipement en plus des actions de recherche, de formation et d'extension de l'infrastructure. Cependant, l'essentiel de ces efforts se fait encore une fois en faveur du capital naturel et de sa valorisation dans le cadre des politiques de recherche de l'autosuffisance. Ce qui explique d'ailleurs que les résultats des recherches agronomiques ont pu culminer durant les années 1970.

La promotion des programmes d'ajustement structurel, suite aux problèmes d'endettement des pays du Sud a pu, à partir du début des années 1980, faire apparaître les principaux mécanismes qui affectent la performance des secteurs de l'agriculture et de l'alimentation. La dévaluation des taux de change et la libération des échanges, parallèlement à la réduction des niveaux de protection et de subventions publiques, ont pu être suivies par des actions de désengagement de l'Etat de l'agriculture et la libéralisation de certains marchés d'*inputs* et *outputs* agricoles. Cependant, de telles actions devaient avoir accordé une large place à la perfection des marchés d'*inputs* et produits agricoles domestiques.

C. La quasi-absence d'actions de recherche sur la consommation et marchés

Peu de travaux jusqu'ici portent sur la demande en produits agricoles et alimentaires. Ceci est dû à la prépondérance des productions de substitution aux importations, qui sont des produits de première

nécessité. C'est aussi dû à la quasi-absence de systèmes de contrôle de la qualité des aliments dans le commerce, malgré l'existence de structures institutionnelles chargées de veiller sur la conformité des produits à certaines normes pour leur commercialisation. Malgré ceci, les normes, quand elles existent, demeurent liées à la conduite d'analyses qui ne sont pas souvent traduites selon des critères aisément observables.

De surcroît, les nouveaux produits alimentaires de plus en plus abondants sur les marchés des pays du Sud peuvent échapper à ces mécanismes en raison du fait qu'ils ne sont pas inclus dans la réglementation en vigueur dans les pays du Sud.

Les produits agricoles destinés au marché domestique sont ainsi faiblement industrialisés car la demande est essentiellement versée sur les produits agricoles frais, sauf pour ceux exigeant une transformation préalable (sucre, huile, pain, riz, ...). De ce fait, la demande alimentaire est aisément prévisible si le taux d'évolution de la population est connu. En plus, et compte tenu des rythmes de la croissance urbaine, la demande ne fera qu'augmenter suite à la congestion des villes et aux systèmes publics de subvention de l'alimentation.

Pour le reste de l'espace économique, les systèmes de distribution et de transport prennent une importance capitale car conditionnant les coûts et donc les prix des aliments en milieu rural. Par ailleurs, les programmes publics en matière de subventions à la consommation étant homogènes sur l'ensemble de l'espace économique, le milieu rural se trouve moins avantagé que le milieu urbain.

Un tel désavantage peut aussi se matérialiser au niveau de la disponibilité des produits et pousserait les agriculteurs à réduire l'offre au niveau du marché à cause d'une plus grande rétention des produits pour les besoins des ménages agricoles.

Ainsi, des actions de recherche sur la consommation et les marchés devaient aider à soutenir les efforts de promotion de la libéralisation économique.

2. Perspectives de développement agro-alimentaire

Il apparaît donc clairement que le développement agricole et agro-alimentaire constituent une nécessité aussi bien pour les pays du Nord que du Sud. Cependant, de tels développements exigent de la connaissance mais aussi un savoir-faire qui doivent

incessamment évoluer au rythme du progrès scientifique et technologique. Cette nécessité est exigée par la complexité des processus biologiques et agricoles et aussi par les réalités spécifiques et localisées des mécanismes de production et de transformation. De telles réalités exigent souvent des méthodes et des moyens d'investigations assez avancés, contrairement à ce qui est couramment admis.

Pour de tels efforts, il est impératif de recourir aux compétences requises et surtout d'établir des mécanismes de coopération entre le Nord et le Sud en vue de la réalisation des tâches d'identification et de mise en place de programmes de formation et de recherche.

Dans ce cadre, les organismes internationaux auraient à jouer un important rôle suite à l'élargissement des espaces nationaux et régionaux de recherche et de transferts de connaissances. Il en est de même des institutions nationales de recherche et de formation, qui pourraient bénéficier de plus d'appuis et prétendre à un nivellement vers le haut des standards de recherche et de formation. Cet ensemble institutionnel aurait ainsi à proposer de plus larges alternatives en matière de production agricole, agro-alimentaire, et aussi en matière de connaissance des conditions environnementales et de marchés dans différentes localités des espaces nationaux et régionaux.

Ainsi, des marchés de plus en plus parfaits, en même temps que le développement des processus d'ouverture et d'intégration des différentes économies au reste du monde, ne pourraient que s'accroître. Ce qui entraîne des mécanismes d'investissement qui finiraient par imposer et diriger les actions de recherche et de formation et donc par induire une demande plus importante en technologies et savoir-faire. Cette dernière situation exige donc que la logique de promotion de la recherche et du développement obéisse aussi aux principes de l'allocation de ressources dans un nouvel espace plus large mettant ainsi en relief l'avantage comparatif de différentes entités en présence.

Le CIHEAM aurait donc un nouveau rôle à jouer dans le cadre de ce nouvel espace de production, transfert et promotion de connaissances à travers les recherches et la formation. Compte tenu de sa position actuelle, il peut, sur des bases compétitives, amorcer des processus de consultation et de mise en place de mécanismes devant aboutir à ce qui a été proposé ci-dessus pour la région méditerranéenne. Dès lors, le développement d'actions visant la promotion de plus d'ouverture de la part

des économies concernées, parallèlement à l'induction de la demande pour la recherche agricole et agro-alimentaire, devient plus aisé.

sances institutionnelles, procédurales et technologiques, en mesure d'assurer une croissance et un développement agricole bénéfiques pour chacune des économies.

III. – Conclusion

Sur la base de traits saillants des économies du Nord et du Sud, il apparaît clairement que les échanges entre ces différents types d'économie sont tributaires de la connaissance des conditions locales, régionales et internationales, dans lesquelles s'opèrent de telles relations. Une telle connaissance exige de plus en plus d'investissements aussi bien pour les pays du Nord que du Sud. Avec l'ouverture de la plupart des économies, le transfert de technologies et de savoir devient de plus en plus opérationnel et efficient. La coopération entre les institutions nationales, régionales et internationales, sur des bases compétitives, permettrait de réaliser les flux de connais-

Références

- R.E. Evenson : Technological opportunities and international technology transfer in agriculture, in *Agro-technological system towards 2000*, Antonelli and Quadrio edit., North Holland, 1988.
- John Mellor : Food and development: the critical nexus between developing and developed countries, in *Agro-technological system towards 2000*, Antonelli and Quadrio edit., North Holland, 1988.
- Alberto Valdes : Constraints on adjustments through international trade: an analysis of the relationship between industrial and developing countries, in *Agro-technological system towards 2000*, Antonelli and Quadrio edit., North Holland, 1988.
- A. Krueger, M. Schiff, A. Valdes : Agricultural incentives in developing countries: measuring the effects of sectoral and economywide policies, *The World Bank Economic Review*, Vol. 2, n° 3, September 1988, pp. 255-72.



